



## Déclaration préalable CAPD du 26 mars 2013

Cette CAPD se tient alors que la réforme des rythmes scolaires est au cœur des préoccupations des collègues dans les écoles. La grève du 12 février a été un réel succès tant elle répondait à cette préoccupation.

Parce que le SNUipp tire ses orientations du débat permanent avec les collègues, qu'il n'est pas un syndicat qui élabore ses mandats en fonction du pouvoir en place, parce qu'il représente les enseignants qui sont des salariés très souvent bafoués par les pouvoirs successifs, parce qu'il est conscient de son histoire et de ses orientations passées et qu'il les porte avec sérénité et fierté, il a voté contre le décret « bâclé » et « dangereux » sur les rythmes lors du CSE du 8 janvier. Il ne fut pas le seul, lors de cette séance, à émettre des réserves et à exiger des améliorations puisque seules 5 voix ont émis un avis favorable sur les 72 possibles.

Le SNUipp-FSU demande le report de la mise en place d'une véritable réforme des rythmes et la réécriture du décret. Chose étonnante et remarquable, la presse, qui au début de cette histoire, drivée par les communicants de la rue de Grenelle ressortait la litanie éculée de l'enseignant-fonctionnaire immobiliste, a été obligée, devant les arguments présentés, de renoncer à son prêt à penser médiatique ! D'autant plus que le SNUipp a communiqué les résultats du sondage réalisé auprès des français par l'institut Harris Interactive. Il en ressort que seuls 12 % des français sont pour une mise en œuvre dès 2013, le report à 2014 étant privilégié.

Cette enquête, la première du genre auprès des français sur les contours de la réforme, est un pavé dans la mare de l'angélisme ambiant. Depuis des mois, nous pointons les difficultés : gratuité, infrastructures, territorialisation, articulation du scolaire et du périscolaire.

L'administration porte sans réserve cette réforme, quoi de plus normal ! Il est dans sa fonction de porter ce que le pouvoir politique lui intime de porter et de mettre en place. C'était vrai des réformes Darcos (RASED, 4 jours, programmes, formation initiale, scolarisation en maternelle, ...), c'est encore vrai pour les réformes Peillon. Sur incitation du ministère, l'administration départementale enchaîne réunions multiples, rencontres en mairie, portage du petit livre « multicolore » ministériel sur les rythmes, ... rien n'est laissé au hasard ! Il n'empêche que des IEN ne peuvent ainsi faire pression sur des conseils d'école, sur des maires pour faire passer la réforme de force. Nous leur demandons instamment de cesser de mettre les collègues en porte à faux à ce sujet.

Les enseignants sauront donc pouvoir compter sur une belle pugnacité de tous lorsqu'il s'agira d'aider les écoles à obtenir les moyens matériels, des locaux efficaces, un temps suffisant de mise à disposition d'Atsem, ... c'est un point très encourageant !

Le SNUipp-FSU, depuis quelques temps, est souvent contacté par les communes et les parents. La majorité nous indique, qu'au filtre des contraintes (territoriales, budgétaires, logistique: le transport notamment, ...) cette merveilleuse réforme se concrétisera, pour leur commune, par un temps de garderie sous forme de récréation dans la cour ou sous le préau. Plus grave, nombre nous ont indiqué qu'il était hors de leur possibilité d'augmenter l'enveloppe municipale pour l'école quand dans le même temps le gouvernement annonce réduire de près de 3 milliards la dotation des collectivités locales à partir de 2015!

Dans ces conditions, ce sont d'ores et déjà des transports scolaires, des dotations en matériel, en intervenants ponctuels pour un projet, qui sont annoncés comme remis en cause. C'est aussi, et à

très court terme, l'introduction d'une activité payante au sein de l'École Républicaine. Au final, il y aura bien les enfants de la cour de récréation et du préau, les élèves qui rentreront dans le logement familial et ceux qui pourront bénéficier des activités péri-éducatives ! On trouvera alors un ministre de circonstance pour rappeler, avec des trémolos dans la voix, que l'école est le creuset de la société et qu'il rappelle aux enseignants l'impérieuse nécessité de faire vivre dans chaque classe de France la devise républicaine « Liberté, Égalité, Fraternité ».

Il faut une refonte des rythmes scolaires mais pas celle-là, car elle porte en germe :

- une dégradation des conditions de travail des enseignants,
- un accroissement du fossé entre élèves des communes riches et pauvres,
- une territorialisation de l'offre éducative,
- une multiplicité de projets au centre desquels on trouve de tout, mais pas l'élève, ni de meilleures conditions d'enseignement,
- une grave remise en cause du principe d'égalité.

Cette CAPD va traiter de deux questions principales : les congés de formation professionnelle et les formations ASH.

- Concernant les congés de formation professionnelle nous rappelons que 50 mois étaient accordés en 2004 contre 21 l'année dernière. Le budget alloué est notoirement insuffisant et ne permet plus aux collègues de jouir de ce droit. Nous demandons que la transparence soit faite sur les budgets formation et DIF.
- Concernant les départs en CAPASH, au-delà des créations de postes nécessaires, il est désormais urgent de développer un vivier de personnels formés dans notre département par des départs en stage dans toutes les options. Lutter contre le noyau dur de l'échec scolaire passe par la mise en place de RASED complets sur l'ensemble du territoire, par des formations à hauteur des besoins en F, en C.

Le ministre déploie beaucoup d'énergie pour discuter et négocier avec les maires, on ne peut pas en dire autant lorsqu'il s'agit des enseignants ! Il est vrai qu'au printemps dernier il avait répondu à un journaliste, avec une pointe de mépris pour notre profession et croyant faire un bon mot, qu'il était : « le ministre des élèves et non des enseignants ».

Carte scolaire, effectifs, RASED, remplacement, « plus de maîtres que de classe », travail en équipe, conditions de travail, programmes, augmentation salariale, formation initiale et continue... La liste est longue, au-delà des rythmes, pour que la refondation ne passe pas à côté d'une réelle transformation de l'école au service de la réussite pour tous les élèves.

C'est pour toutes ces raisons que le SNUipp avec la FSU appelle les enseignants des écoles à manifester à Paris le 6 avril 2013.